

46 Session du Conseil des droits humains
Déclaration conjointe
Point 3

Je fais cette déclaration au nom de 71 organisations.

Madame la Présidente, le multilatéralisme est fondé sur les principes de la coopération et de la solidarité internationales et a pour objectif d'assurer la paix mondiale et la protection des droits humains. La pandémie de COVID-19 et ses retombées, ressenties dans tous les pays du monde, auraient dû susciter un engagement renouvelé en faveur de la solidarité internationale et renforcer la nécessité de l'interdépendance entre les nations. Au contraire, nous assistons à un "nationalisme vaccinal", un petit groupe de pays riches thésaurisant des vaccins et du matériel médical pour faire face au COVID-19 au détriment de tous les autres. Par exemple, "les importations par habitant des biens médicaux essentiels pour atténuer la pandémie de COVID-19 ont été environ 100 fois plus importantes dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu."¹ L'obstruction par les pays développés de la proposition de dérogation temporaire aux ADPIC en ce moment de crise urgente s'apparente à la recherche de rente et de profit au prix de vraies vies humaines. La tentative d'Israël d'extorquer des gains politiques par la fourniture de vaccins excédentaires de leurs réserves en est un exemple.² L'extraordinaire précarité à laquelle le monde est confronté aujourd'hui exige que l'accès aux vaccins contre le COVID-19 et aux fournitures médicales connexes ne soit pas traité comme tout autre problème de la chaîne de valeur, soumis aux forces du marché. Le droit à la vie et le droit à la santé sont en jeu ; les États doivent donc adopter une approche fondée sur les droits humains.

Dans leur déclaration sur les vaccins, les Procédures spéciales ont souligné que "les politiques sanitaires isolationnistes et l'approvisionnement sont contraires aux normes internationales des droits humains"³. Il est rapporté que seuls 10 pays ont administré 75% de tous les vaccins contre le COVID-19. Les pays qui ont la plus grande couverture par habitant sont : le Canada, le Royaume-Uni, le Chili, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.⁴ Aujourd'hui, le Conseil des droits humains, en tant qu'organe responsable de la promotion et de la protection de tous les droits humains, doit se demander s'il défend effectivement les droits humains ou s'il protège les intérêts des entreprises. Il est important que tous les États, en particulier les États riches qui ont les moyens de stocker des vaccins, assument leurs responsabilités et rendent des comptes non pas aux entreprises ou grandes sociétés pharmaceutiques, mais à la population. Par une cruelle ironie, on estime que 7,5 milliards d'euros de fonds publics ont été utilisés pour soutenir le

¹ <https://twn.my/title2/wto.info/2020/ti201025.htm>

² <https://www.timesofisrael.com/israel-said-set-to-give-nearly-100000-vaccine-doses-to-15-countries/>

³ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26484&LangID=E>

⁴ <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/17/un-chief-urges-global-plan-to-reverse-unfair-vaccine-access>

CETTE DÉCLARATION SERA ABRÉGÉE POUR ÊTRE LUE AU CONSEIL.

développement de vaccins par les grandes entreprises pharmaceutiques,⁵ faisant des vaccins de véritables biens publics. Pourtant, les États ne parviennent pas à freiner les monopoles pharmaceutiques en insistant pour qu'ils partagent leur science et leur technologie avec d'autres afin de garantir que la demande mondiale puisse être satisfaite.

Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général des Nations unies, les vaccins contre le COVID-19 doivent être considérés comme des biens publics. Nous nous associons à l'appel de l'Alliance populaire pour les vaccins (People's Vaccine Alliance) qui demande aux gouvernements et aux entreprises d'empêcher les monopoles sur la production de vaccins et de traitements en conditionnant le financement public de la recherche et du développement au partage libre par les institutions de recherche et les entreprises pharmaceutiques de toutes les informations, données, matériel biologique, savoir-faire et propriété intellectuelle.⁶

Nous exigeons que le Conseil des droits humains et tous les États prennent position contre la prolifération accrue d'un ordre mondial néocolonial et néolibéral qui accorde la priorité aux profits plutôt qu'aux personnes. Nous exigeons que les États respectent les droits humains, soutiennent la dérogation aux ADPIC et assurent une distribution équitable des vaccins d'une manière qui favorise le droit au développement pour tou-te-s.

Signataires :

1. International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAW AP)
2. AWID
3. Women's Global Network for Reproductive Rights (WGNRR)
4. Global Network of Sex Work Projects (NSWP)
5. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
6. Sexual Rights Initiative
7. Egyptian Human Rights Forum
8. Conectas Direitos Humanos
9. International Civil Society Action Network (ICAN)
10. Synergia, Initiative for Human Rights
11. Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)
12. Habitat International Coalition
13. COC-Nederland
14. Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC)
15. MIFTAH
16. RESURJ (Realizing Sexual and Reproductive Justice Alliance)
17. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)

⁵ <https://www.bbc.com/news/business-55170756>

⁶ The People's Vaccine, <https://peoplesvaccine.org/>

CETTE DÉCLARATION SERA ABRÉGÉE POUR ÊTRE LUE AU CONSEIL.

18. Federation for Women and Family Planning
19. Women's Centre for Legal Aid and Counselling (WCLAC)
20. Brazilian Interdisciplinary Association for AIDS (ABIA)
21. Akahatá
22. Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)
23. Latin America Consortium Against Unsafe Abortion
24. Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (PROMSEX)
25. Women & Media Collective (WMC), Sri Lanka
26. Shirkat Gah- Women's Resource Centre, Pakistan
27. Center for Independent Journalism (CIJ), Malaysia
28. Global Interfaith Network for People of All Sexes, Sexual Orientations, Gender Identities and Expressions
29. Center for Reproductive Rights (CRR)
30. Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW)
31. Queer Hindu Alliance
32. Mitini Nepal
33. Centre for Policy Alternatives, Sri Lanka
34. Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
35. Al-Haq, Law in the Service of Man
36. Al-Rakeezeh Foundation for Relief and Development (Iraq)
37. Dhameer for Rights and Freedoms
38. The Yemeni Observatory of Mines
39. Gender and Development Network (GADN)
40. Foundation for Studies and Research on Women (FEIM)
41. Al-haq for Human Rights (Yemen)
42. CNCD-11.11.11
43. OutRight Action International
44. Fundación Arcoiris por el Respeto a la Diversidad Sexual A.C. Mexico
45. Pacific Women's Watch- New Zealand
46. Association ESE Macedonia
47. Coalition of African Lesbians
48. International Lesbian and Gay Association
49. Yemeni Observatory for Human Rights (YOHR)
50. Watch for Human Rights (Yemen)
51. AIDS and Rights Alliance for Southern Africa (ARASA)
52. Syrian Center for Media and Freedom of Expression
53. Growth foundation for development & improvement (Iraq)
54. FIDH - International Federation for Human Rights
55. ESCR-Net - International Network for Economic, Social and Cultural Rights
56. Oficina para América Latina de la Coalición Internacional para el Hábitat (HIC-AL)
57. Iraqi Observatory for Human Rights
58. International Service for Human Rights (ISHR)

CETTE DÉCLARATION SERA ABRÉGÉE POUR ÊTRE LUE AU CONSEIL.

59. Jurists Without Chains
60. Belady Foundation for Human Rights
61. Libya Al Mostakbal
62. Independent Organization for Human Rights
63. Defender Center for Human Rights
64. Al-Aman Organization Against Racial Discrimination
65. FEMENA
66. Women for Women's Human Rights (WWHR) - New Ways
67. Addameer Prisoner Support and Human Rights Organization
68. Naripokkho
69. Centro de Estudios Legales y Sociales – CELS
70. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI)
71. Réseau Ouest africain des Défenseurs des Droits Humains/West African Human Rights Defenders' Network